

Les Femmes et l'Europe

Auteur : Pascale JOANNIN, directeur général de la Fondation Robert Schuman

Résumé :

Depuis l'origine, l'Europe œuvre en faveur des femmes. C'est tout à l'honneur de nos démocraties modernes de considérer qu'il ne saurait y avoir de discrimination fondée sur le genre. Ces droits essentiels et ces libertés ne sont malheureusement pas encore accordés à toutes les femmes dans le monde. L'Union européenne, avec ses initiatives, indique la voie à suivre et incite ses États membres à prendre des mesures audacieuses pour définir un modèle. Les femmes trouvent en effet dans l'Union européenne un de leurs plus fervents soutiens. L'Europe s'écrit de plus en plus au féminin. Promouvoir les droits des femmes, c'est vraiment l'un des moyens efficaces de faire progresser la civilisation et de conforter la démocratie. Car finalement, le premier des droits de l'Homme, c'est le droit de la femme.

Malgré cela, les Européennes montrent un moindre enthousiasme que les Européens en faveur de la construction européenne. Il reste à l'Union européenne à mieux communiquer sur ses réalisations et à être encore plus proche des priorités des femmes pour gagner leur plein et entier soutien.

Introduction :

Le continent européen est féminin. Dans la mythologie, « Europe », princesse phénicienne, est enlevée par Zeus. Le mot signifie littéralement « aux grands yeux ». Dans son acception géographique, l'Europe est le continent de l'ouest, là où se couche le soleil. Sa population est actuellement majoritairement féminine en raison du fait même que les femmes vivent plus longtemps que les hommes. Il est le continent où la place des femmes dans la société, sans être idyllique, est la meilleure. Cela est dû, en grande partie, au rôle joué par les Communautés européennes, puis par l'Union européenne, notamment en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, depuis 1973. Certes, tout n'est pas parfait et il reste encore beaucoup à faire. Mais l'Europe constitue peu à peu un modèle pour d'autres continents où la place des femmes reste encore précaire, sans parler des pays où les droits des femmes sont bafoués.

Le rôle déterminant de l'Europe

L'égalité entre les hommes et les femmes est un principe fondateur de l'Union européenne inscrit dans les Traités (articles 2, 3, 13, 137 et 141 du Traité instituant la Communauté européenne). Ce principe a sans cesse été réaffirmé (protocole social annexé au Traité de Maastricht, Traité d'Amsterdam, Charte sociale européenne, Charte européenne des droits fondamentaux). Pour remédier aux écarts non négligeables existant entre les États membres, l'Union européenne a développé une législation en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes que ce soit dans le domaine de la vie professionnelle (l'égalité de rémunération, l'accès à la formation et à l'emploi, le temps de travail, le travail à domicile, la protection sociale de la maternité, le congé parental ou le harcèlement sexuel), de la vie politique ou encore de la vie privée. Cette législation, devenue importante au fil des années, - 13 directives ont été adoptées à ce jour -, s'impose aux États membres qui doivent la transcrire dans leur droit national.

Ainsi s'élabore progressivement un modèle européen qui pousse les États de l'Union européenne à favoriser l'égalité entre les sexes et à développer des sociétés plus ouvertes et plus modernes. Les « moins disants » sont incités à rattraper leur retard et à se rapprocher des « mieux disants ». Une émulation se crée entre les États membres, tirant vers le haut ceux qui sont en position moins favorable.

En matière politique par exemple, alors que les États scandinaves, en particulier la Finlande et la Suède, ont toujours fait preuve d'une exemplarité en matière d'accèsion des femmes aux fonctions électives et gouvernementales, l'Espagne, pays du Sud de l'Europe, a décidé en 2004, de constituer un gouvernement paritaire. En 2008, le gouvernement espagnol compte même plus de femmes que d'hommes. C'est une question où la « volonté » politique a joué un rôle considérable. Ce qui l'a propulsé aux premiers rangs européens, juste derrière la Finlande.

En bas de tableau, un seul gouvernement, celui de la Roumanie, ne comprend aucune femme !

Femmes ministres au sein des 27 gouvernements

	État membre	Date de l'élection	Ministres membres du gouvernement*	Nombre de femmes	%
1	FINLANDE	2007	20	11	55,00
2	ESPAGNE	2008	18	9	50,00
3	SUÈDE	2006	22	10	45,45
4	FRANCE	2007	16	7	43,75
5	BELGIQUE	2008	15	6	40,00
6	ALLEMAGNE	2005	16	6	37,50
7	DANEMARK	2007	19	7	36,84
8	AUTRICHE	2005	14	5	35,71
9	PAYS-BAS	2006	18	5	27,78
10	POLOGNE	2007	19	5	26,32
11	ROYAUME-UNI	2007	22	5	22,73
12	BULGARIE	2005	18	4	22,22
	MALTE	2008	9	2	22,22
14	ESTONIE	2007	14	3	21,43
15	LETONIE	2007	19	4	21,05
16	IRLANDE	2008	15	3	20,00
17	ITALIE	2008	22	4	18,18
18	SLOVÉNIE	2004	18	3	16,67
19	LUXEMBOURG	2004	13	2	15,38
20	LITUANIE	2006	14	2	14,29
21	HONGRIE	2006	16	2	12,50
	SLOVAQUIE	2006	16	2	12,50
23	GRÈCE	2007	17	2	11,76
	PORTUGAL	2005	17	2	11,76
25	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2008	18	2	11,11
26	CHYPRE	2008	12	1	8,33
27	ROUMANIE	2004	17	0	0,00
	TOTAL		454	114	

moyenne (%)
23,29

Source : Fondation Robert Schuman ©

* N.B.: Le Premier ministre est comptabilisé mais pas les Secrétaires d'Etat.

Il n'empêche que cette volonté n'est pas présente partout. Il faut quelquefois l'intervention du législateur et cela même ne suffit pas. En France, par exemple, la Constitution du 4 octobre 1958 a été modifiée en 1999. L'article 3 stipule que "la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives" et l'article 4 prévoit que les partis doivent "contribuer à la mise en œuvre" de ce principe. Une loi a été votée en 2000 qui oblige les partis politiques à présenter autant de femmes que d'hommes. Mais les résultats ne montrent pas, loin s'en faut, que la parité soit devenue une réalité. Le pourcentage de femmes maires, présidentes de collectivités locales ou membres du Parlement l'atteste. Si la France se classe 4^e pour la participation des femmes au gouvernement, elle n'est que 19^e au Parlement pour la représentation féminine !

Femmes au sein des 27 Parlements nationaux (chambres basses ou uniques)

	État membre	Parlement	Date de l'élection	Sièges totaux	Nombre de femmes	%
1	SUÈDE	Riksdag	2006	349	163	46,70
2	FINLANDE	Eduskunta	2007	200	83	41,50
3	PAYS-BAS	Tweede Kamer	2006	150	60	40,00
4	DANEMARK	Folketinget	2007	179	68	37,99
5	BELGIQUE	La Chambre	2007	150	56	37,33
6	ESPAGNE	Congreso	2008	350	125	35,71
7	ALLEMAGNE	Bundestag	2005	613	197	32,14
8	AUTRICHE	Nationalrat	2006	183	58	31,69
9	PORTUGAL	Assembleia da Republica	2005	230	65	28,26
10	LITUANIE	Seimas	2004	140	33	23,57
11	LUXEMBOURG	Chambres des Députés	2004	60	14	23,33
12	BULGARIE	Narodno Sabranie	2005	240	52	21,67
13	ITALIE	Camera dei Deputati	2008	630	134	21,27
14	LETTONIE	Saeima	2006	100	21	21,00
15	ESTONIE	Riigikogu	2007	101	21	20,79
16	POLOGNE	Sejm	2007	460	94	20,43
17	ROYAUME-UNI	House of Commons	2005	644	125	19,41
18	SLOVAQUIE	Narodna Rada Slovenskej Republiky	2006	150	28	18,67
19	FRANCE	Assemblée Nationale	2007	577	107	18,54
20	CHYPRE	House of Representatives	2006	56	9	16,07
21	GRÈCE	Vouli	2007	300	48	16,00
22	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Poslanecka Snemovna	2006	200	30	15,00
23	IRLANDE	Dáil Éireann	2007	166	21	12,65
24	SLOVÉNIE	Zbor	2004	90	11	12,22
25	ROUMANIE	Camera Deputaţilor	2004	332	31	9,34
26	HONGRIE	Az Ország Haza	2006	386	36	9,33
27	MALTE	Kamra Tad Deputati	2008	69	6	8,70
TOTAL				7105	1696	

moyenne (%)
23,68

Source : Fondation Robert Schuman ©

Pourtant, 7,5 des 12 millions de nouveaux emplois créés depuis 2000 dans l'Union sont occupés par des femmes. Le taux d'emploi des femmes s'établit à présent à 57,2 % en Europe. De plus, 59% des étudiants de l'Union européenne sont des étudiantes ! 41% sont des doctorants sont des doctorantes et 58% des diplômées de Master sont des filles. Aux États-Unis, on recense 57% d'étudiantes en *Bachelor* (Licence), 58% en Master et 29% en MBA. Au Japon, 38% des étudiants de Master sont des filles. Pourquoi ne retrouvons-nous pas cette proportion chez les dirigeantes ? Car la part des femmes dirigeantes dans les entreprises, quoique de 33 %, stagne ! Seulement 10% des membres des conseils d'administration et 5% des membres des comités exécutifs des grandes entreprises de l'Union sont des femmes. Cette faible représentation cache, en réalité, une grande disparité de situation au sein de l'Union européenne. En effet, la Suède compte 27% de femmes dans les espaces de décision des entreprises, alors que la Belgique n'en a que 1,8% et l'Italie 2,6 %. L'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) est, dans ce domaine, plus avancée que la moyenne de l'Europe avec respectivement 13,6% et 12%, mais reste en retard par rapport aux pays scandinaves (32% en Norvège). L'Asie demeure très en deçà avec respectivement 2% et 2,2% en Chine et au Japon.

Y a-t-il un problème d'orientation ? Les filles resteraient-elles « confinées » à certains secteurs d'activité ? Il est certain qu'elles sont davantage présentes dans les universités de langues (75%), de lettres (73%), de sciences humaines (72%) que dans les sciences fondamentales (27%) ou les écoles d'ingénieurs (25%). Ceci peut expliquer cela. Il y a encore quelques stéréotypes à briser.

Ou alors y a-t-il un âge ou les femmes se trouvent confrontées à des obstacles, à des difficultés pour concilier harmonieusement leur vie professionnelle avec leur vie familiale ? Le dernier rapport de la Commission européenne¹ pour 2008, et le premier réalisé pour l'Union à 27, montre que le taux d'emploi des mères de jeunes enfants n'est que de 62,4 % contre 91,4 % pour les pères. De même, 76,5 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes. Pour faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale avec des enfants, l'Union a adopté des mesures instaurant un congé

¹

http://eurlex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2008&nu_doc=10

parental ou développant les possibilités de garde des jeunes enfants. Les pays, comme l'Allemagne, qui ne connaissaient pas ce type de services, sont peu à peu incités à les mettre en place. C'est déjà une révolution dans un pays où pendant longtemps la place de la femme était d'être à la maison !

Le « modèle » européen

L'Union européenne s'est donc peu à peu préoccupée de tous les domaines dans lesquels l'égalité n'était pas convenablement assurée et s'efforce de susciter l'intérêt des États membres afin d'y remédier. La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes vient consolider l'édifice en rappelant le droit communautaire en la matière et les obligations qui en découlent pour les États membres.

La situation évolue donc plutôt dans le bon sens. La politique des institutions européennes, discrète mais tenace et efficace, contribue, progressivement, à améliorer le statut des femmes en Europe plus sûrement que nous ne l'imaginons. En effet, l'Union européenne a forgé un corpus considérable en faveur des femmes au point d'être l'ensemble politique où les femmes vivent le mieux au monde et où l'égalité entre hommes et femmes semble la mieux assurée.

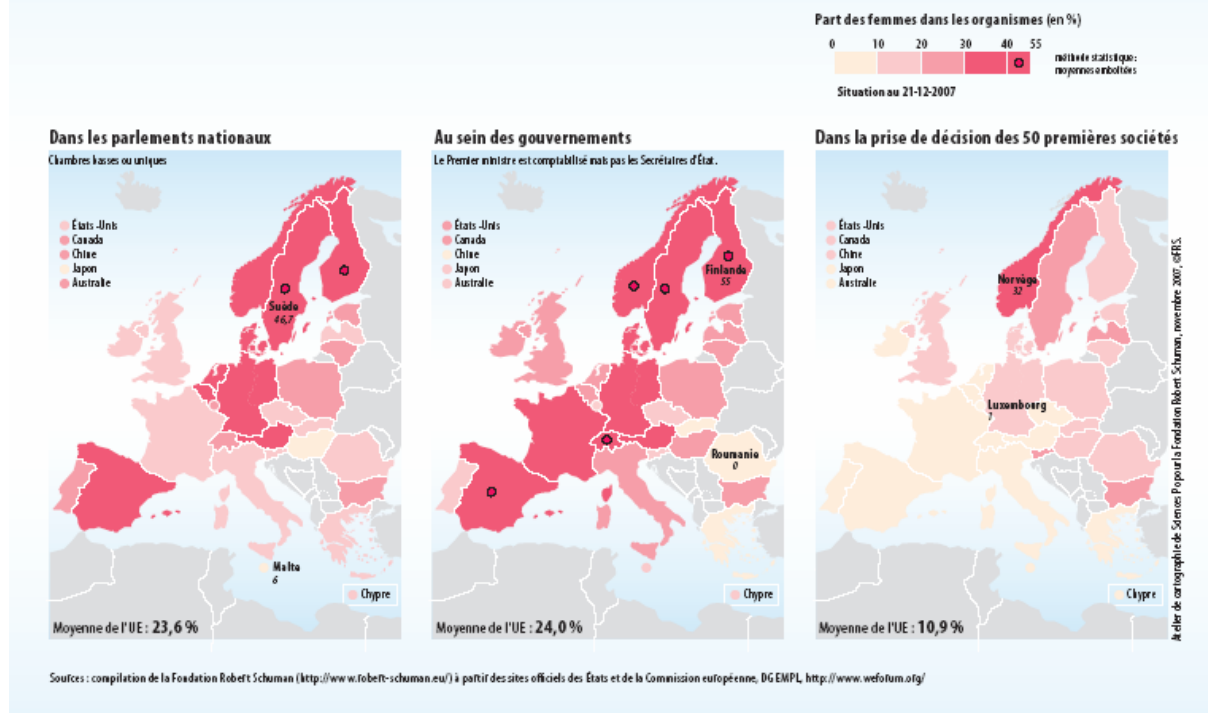
Dans le classement du *World Economic Forum*² des pays les plus favorables aux femmes, parmi les 10 premiers pays au monde se trouvent 8 pays européens dont 6 de l'Union européenne (Suède, Finlande, Allemagne, Danemark, Irlande, Espagne). Sur les 10 suivants, 6 pays sont européens dont 5 membres de l'Union européenne (Royaume-Uni, Pays-Bas, Lettonie, Lituanie, Belgique), soit sur les 20 premiers, un total de 14 pays européens dont 11 de l'Union.

Si les pays européens ne sont pas tous en tête des classements, la somme des indicateurs tend à prouver que c'est sur le continent européen que les femmes sont les mieux traitées et qu'elles possèdent la meilleure qualité de vie.

Country	2007 rank	2007 score (0.00 = inequality; 1.00 = equality)	2007 rank among 2006 countries	2006 rank	2006 score	Change in score (2007-2006)
Sweden	1	0.8146	1	1	0.8133	0.0014
Norway	2	0.8059	2	2	0.7994	0.0065
Finland	3	0.8044	3	3	0.7958	0.0086
Iceland	4	0.7836	4	4	0.7813	0.0023
New Zealand	5	0.7649	5	7	0.7509	0.0140
Philippines	6	0.7629	6	6	0.7516	0.0113
Germany	7	0.7618	7	5	0.7524	0.0094
Denmark	8	0.7519	8	8	0.7462	0.0057
Ireland	9	0.7457	9	10	0.7335	0.0122
Spain	10	0.7444	10	11	0.7319	0.0125
United Kingdom	11	0.7441	11	9	0.7365	0.0076
Netherlands	12	0.7383	12	12	0.7250	0.0133
Latvia	13	0.7333	13	19	0.7091	0.0242
Lithuania	14	0.7234	14	21	0.7077	0.0157
Sri Lanka	15	0.7230	15	13	0.7199	0.0031
Croatia	16	0.7210	16	16	0.7145	0.0066
Australia	17	0.7204	17	15	0.7163	0.0040
Canada	18	0.7198	18	14	0.7165	0.0034
Belgium	19	0.7198	19	20	0.7078	0.0120
South Africa	20	0.7194	20	18	0.7125	0.0069

² <http://www.weforum.org/pdf/gendergap/report2007.pdf>

L'Europe au féminin



Pour encore améliorer la situation des femmes et réduire les inégalités qui persistent³, l'Union européenne doit développer de nouveaux instruments pour parvenir à la conciliation entre les vies professionnelle, familiale et privée, assurer la représentation égale dans la prise de décision, éliminer tous les stéréotypes de genre, lutter contre les violences fondées sur le genre et promouvoir l'égalité entre les sexes à l'extérieur de l'Union. Par ailleurs, elle a mis en place un Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes, opérationnel depuis le 1er janvier 2007. Cet Institut a pour mission de devenir un centre de référence pour toutes les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'Union européenne, et ses États membres, veut accélérer le mouvement et agir pour faire de la femme l'égale de l'homme.

Comment alors expliquer que les Européennes soient plus réticentes que les hommes vis-à-vis de l'Europe ? En effet, les enquêtes d'opinion montrent un plus faible enthousiasme des femmes sur les questions européennes ? Cela voudrait-il dire que les femmes sont antieuropéennes ? Ou que leurs attentes sont déçues ? Ou bien encore que l'Europe ne répond pas à leurs attentes ?

Les attentes des femmes

Pour aller plus loin, la Commission européenne, gardienne des traités et de l'intérêt général européen, cherche, depuis plusieurs années, les moyens de rapprocher les citoyens de l'Europe. Et notamment depuis les résultats négatifs des référendums français et néerlandais en 2005. Il faut bien avouer que, jusqu'à présent, elle n'y est pas réellement parvenue. Pour l'aider, elle a donc souhaité confier à des organisations indépendantes de mener des projets pour mieux comprendre cette réticence des femmes. La Fondation Robert Schuman est de celles-ci et a, depuis plusieurs mois, analysé les relations entre l'Europe et les femmes, et tenter de mieux cerner ce qu'attendent les femmes de l'Europe.

Ces résultats seront notamment présentés lors d'une conférence qui se tiendra à Paris le 2 juillet sous le haut patronage du Président de la République française, Nicolas Sarkozy,

³ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-80-07-135/FR/KS-80-07-135-FR.PDF

et avec le soutien de la Commission européenne. Ayant obtenu le label de la présidence française de l'Union, cette conférence intitulée « Femmes, passerelles d'Europe » sera l'une des premières manifestations de la société civile durant cette présidence. En voici quelques uns des principaux résultats.

Les femmes ne sont pas anti-européennes

Elles sont moins favorables à la construction européenne que les hommes, c'est un fait indéniable. Le tableau 1, issu d'un sondage spécialement réalisé par l'Institut CSA⁴ pour la Fondation Robert Schuman, en atteste ; les hommes sont 71% à se dire favorables à la construction de l'Europe, soit une avance de 5 points par rapport aux femmes. Mais il met, néanmoins, en évidence qu'une grande majorité (deux tiers) des femmes (66%) est favorable à l'Europe.

Par ailleurs, il n'y a pas plus de femmes que d'hommes qui se disent tout à fait opposés à la construction européenne (9% chez les deux). Nous pouvons donc en conclure que les femmes ne sont pas anti-européennes.

Quel est donc le regard, ou le jugement, que les femmes portent sur l'Europe ?

QUESTION - Vous personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la construction européenne ?

	Ensemble des Français %	Hommes %	Femmes %
Favorable	69	71	66
- Tout à fait favorable	25	28	21
- Plutôt favorable	44	43	45
Opposé	25	24	26
- Plutôt opposé	16	15	17
- Tout à fait opposé	9	9	9
- Ne se prononcent pas	6	5	8
Total	100	100	100

Le regard des femmes sur l'Europe

Les femmes sont réalistes et pragmatiques. Elles n'ont pas oublié la raison première pour laquelle le mouvement d'unification européenne a été lancé en 1950 par Robert Schuman : assurer la paix sur le continent après plusieurs effroyables conflits, dont les deux Guerres mondiales.

Elles sont 42% à exprimer, en premier choix, la paix comme plus la importante réalisation de l'Union à ce jour. Nous avons tendance à l'oublier, mais la paix reste un acquis fragile et les femmes, parce que plus sensibles naturellement à l'avenir des jeunes générations, sont là pour nous le rappeler.

En seconde position, les femmes font preuve d'une grande lucidité, et dans le même temps, d'une bonne information sur les travaux européens en cours, en plaçant la protection de l'environnement comme une réalisation importante de l'Union. Pour elles, mais surtout pour leurs enfants, l'Europe doit agir pour préserver l'environnement. Effet de mode ? Effet médiatique ? En tout cas, elles sont 37% à vouloir un cadre européen pour l'environnement, contre seulement 29% des hommes.

4. Sondage exclusif CSA / FONDATION ROBERT SCHUMAN réalisé par téléphone les 23 et 24 janvier 2008. Echantillon national représentatif de 960 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

En 3^e choix, les femmes mettent l'euro comme principale réalisation de l'Union avec 30% alors que les hommes avaient mis la monnaie unique en 1^{ere} position avec 39%. L'euro est donc perçu comme une vraie avancée de l'Union. C'est une monnaie forte qui rassure, c'est aussi une monnaie valable dans 15, bientôt 16, Etats membres. Avis aux responsables politiques qui voudraient encore remettre en cause cet acquis.

QUESTION - Quelle est, d'après vous, la plus importante réalisation de l'Union européenne jusqu'à présent⁵ ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des Français %	Hommes %	Femmes %
- La préservation de la paix	37	<u>33</u>	<u>42</u>
- La monnaie européenne, l'euro	34	<u>39</u>	<u>30</u>
- La protection de l'environnement	33	29	<u>37</u>
- La libre circulation des personnes dans l'espace Schengen	26	<u>32</u>	20
- L'égalité hommes/femmes	24	20	27
- La mobilité des étudiants avec le programme Erasmus	16	13	20
- Les programmes technologiques et de recherche avec par exemple le satellite Galileo ou la fusée Ariane	14	17	12
- La sécurité alimentaire et l'autosuffisance agricole (la politique agricole commune).....	13	9	17
- La libre circulation des biens.....	11	15	8
- L'élargissement de l'Union européenne	4	4	4
- Aucune	2	2	2
- Autre	-	1	0
- Ne se prononcent pas	3	5	2

Les priorités européennes des femmes

C'est la première fois qu'une telle question était posée, demandant ouvertement aux Européennes de quoi elles voudraient que l'Europe s'occupe. Les réponses donc tout à fait intéressantes.

En 1^{ere} position, les femmes placent l'emploi (39%) qui arrive en 2^e position chez les hommes (37%). Les femmes sont donc proches des hommes en la matière. Elles souhaiteraient qu'une vraie politique européenne de l'emploi soit mise en œuvre et que les dirigeants européens agissent ensemble pour leur assurer un avenir professionnel. Ce n'est pas encore une compétence de l'Europe. Il risque donc d'y avoir des désenchantements. A moins que les décideurs prennent conscience que si l'Europe ne répond pas aux besoins de ses citoyens, sa raison d'être risque d'être fragilisée.

⁵ Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

Pour les hommes (38%) comme pour les femmes (35%), le pouvoir d'achat doit être garanti au niveau européen et non plus au niveau national. C'est, à la fois, inattendu et en lien avec la question précédente. Si l'euro est une avancée européenne, c'est au niveau européen que le pouvoir d'achat peut être maintenu. Les Européennes ont bien compris le rôle de la Banque centrale européenne en matière de maîtrise de l'inflation. Elles attendent des gouvernements nationaux des pays de l'Union des avancées concrètes.

Enfin, les femmes placent en 3^e position la santé avec 36%. Les femmes sont plus sensibles à l'organisation des systèmes de protection de la santé dans une définition large qui ne concerne pas seulement les questions médicales (accès aux soins et aux médicaments), mais aussi tout ce qui concerne la sécurité alimentaire (origine et qualité des produits, OGM) et les questions de l'environnement (qualité de l'air, de l'eau, taux de CO₂) qui peuvent avoir des conséquences sur la santé.

C'est un domaine où l'Europe pourrait davantage apporter des réponses concrètes. Compte tenu des difficultés qu'elle pourrait avoir avec les deux premières exigences, elle devrait même renforcer son action dans ces domaines. La Présidence française, qui s'ouvre pour 6 mois, affiche donc dans ses 4 priorités, l'environnement et l'agriculture, où la dimension santé répond aux préoccupations réelles des Européennes

QUESTION - De quels sujets voudriez-vous que l'Union européenne s'occupe en priorité⁶ ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des Français %	Hommes %	Femmes %
- L'emploi.....	38	<u>37</u>	<u>39</u>
- Le pouvoir d'achat.....	36	<u>38</u>	<u>35</u>
- L'environnement.....	30	<u>34</u>	27
- La santé.....	29	22	<u>36</u>
- La sécurité.....	20	17	23
- La recherche.....	19	21	17
- L'éducation.....	17	15	19
- L'égalité homme/femme.....	15	15	15
- La justice.....	14	12	15
- La protection des consommateurs.....	13	13	12
- La mondialisation.....	8	11	5
- Les transports.....	4	6	3
- Autre.....	2	3	1
- Ne se prononcent pas.....	3	4	2

L'égalité hommes-femmes

Il est très intéressant de constater que 68% des personnes interrogées pensent que l'Europe est un exemple dans le monde pour l'égalité entre les femmes et les hommes, ce qui montre bien que le travail de l'Union porte ses fruits, même s'il reste encore des efforts à faire pour vaincre les réticences des femmes qui ne sont que 64%, contre 72 % des hommes, à le penser. Il est tout aussi intéressant de constater également que 66% des personnes interrogées estiment que la construction européenne permet d'agir pour

⁶ Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

une plus grande égalité entre femmes et hommes en France. Là encore, ce sont les hommes qui sont les plus nombreux à le penser (69%) contre 63% des femmes. Si les femmes restent très majoritairement confiantes dans l'avenir, cette différence de résultats avec les hommes (6 et 8 points) montre qu'un très vaste travail de persuasion reste à entreprendre pour indiquer aux femmes comment l'Union agit pour elles concrètement et réellement. C'est une urgence si l'Union ne veut pas que la composante majoritaire de sa population se détourne de ses actions. Dans sa volonté de se rapprocher de ses citoyens, l'Union doit donc mieux communiquer en privilégiant, lorsque cela est possible, la cible des femmes. Car ce sondage CSA montre que les femmes ignorent encore trop souvent ce que l'Union a fait ou fait pour elles. Les femmes sont également très en retrait sur le fait que l'Europe permet d'envisager un avenir meilleur pour leurs enfants (62% d'opinions favorables contre 72 % chez les hommes, soit une différence de 10 points).

QUESTION - Vous personnellement, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les idées suivantes ?

		D'accord		Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord		NSPP
- L'Europe est un exemple dans le monde pour l'égalité entre les hommes et les femmes..... 100%	68	24	44	30	19	11	2					
- L'Europe permet d'envisager un avenir meilleur pour nos enfants 100%	67	25	42	31	17	14	2					
- La construction européenne permet d'agir pour une plus grande égalité entre les hommes et les femmes en France..... 100%	66	22	44	30	19	11	4					

Le public féminin concentre un scepticisme réel à l'égard des politiques de l'Union qui résonne comme une alerte de plus dans les relations entre les institutions européennes et les citoyens.

Conclusion

Les femmes moins enthousiastes que les hommes : voilà ce que confirme ce sondage. S'il est impossible de dire que les femmes sont contre l'Europe, elles n'en perçoivent pas tous les bienfaits même si une grande majorité d'entre elles expriment une opinion positive et favorable. Il y a là matière pour l'Union de s'interroger sur ce différentiel hommes-femmes qui transparait dans toutes les enquêtes en matière de perception de l'Europe. Les femmes attendent visiblement de l'Europe des réalisations plus concrètes qui concernent leur vie quotidienne et qui répondent à leurs préoccupations principales. Or, l'un des enseignements de cette enquête c'est que les femmes ont des priorités qui ne relèvent pas toutes, à l'heure actuelle, de la compétence de l'Union. Cela montre aussi un déficit de projet mobilisateur, un questionnement sur les réalisations concrètes de l'Union, un manque de débat politique. Pour autant, il n'y a pas de remise en cause de l'appartenance à l'Union.

Les femmes ont bien compris que l'Union était le bon niveau à l'échelle du monde pour régler les grands problèmes. Mais elles expriment clairement le choix d'une Europe concrète qui s'intéresse aussi au quotidien des citoyens. Elles sont inquiètes. Les dirigeants ne doivent pas l'oublier, comme ils ne doivent pas oublier que l'Europe ne pourra pas se faire sans ou contre les citoyens, et notamment contre les femmes qui sont plus nombreuses et qui constituent un élément essentiel de l'avenir de ce continent. La femme a un rôle unique dans le genre humain : elle donne la vie. Les Européennes peuvent donner vie aux progrès de l'unification européenne. Elles demandent encore à être convaincues.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.